

JOURNAL

HEBDOMADAIRE DE LA DIETE

PAR M^r: DE V.

N^{ro}: LVIII.

D E C E M B R E 1789.

Dimanche 20.

Séance du Lundi 14.

Les dernières séances du Jugement du Prince Poniński, s'étant presque toutes passées en formalité judiciaires; nous avons tardé jusqu'aujourd'hui à en parler, pour ne donner au public que les faits les plus intéressants de cette affaire.

Mr. Leszczyński, Nonce d'Innowroclaw, chargé de faire le rapport aux Etats, que par l'artête de la Commission nommée pour informer le procès de ce Prince; les personnes que ce dernier avoit assigné étoient mises hors de Cour, & que le Prince Calixte Poniń-

(1)

X • X

ski, frere du premier, se rendoit de nouveau le delateur des memes personnes. Mr. Leszczyński, ayant presenté les registres de la Delegation de 1775 signé de tous les membres qui la composoient, a conclu, que le Prince Poninski n'étant pas le seul coupable, on ne pouvoit sans injustice refuser la demande du Prince Calixte, & il a remis à Mrs. les Maréchaux de la Diète la requête du dit Prince, ayant pour titre, delation du Prince Calixte Poninski

Plusieurs Nonces étoient d'avis de terminer cette longue & malheureuse affaire par une amnistie generale: mais d'autres opinant que les coupables fussent poursuivis selon la rigueur des loix; Mr. Stanislas Potocki prit la parole, & après avoir fait une dissertation sur les inconveniens qui résultent nécessairement tant de la clémence que de l'impunité, a paru pencher pour le projet donne par le Nonce de Braclaw qui avoit opiné pour que la delation fut admise. Il demanda ensuite que la Chambre s'expliqua positivement sur la marche, que doit tenir la Commission nommée pour ce procès, c'est à dire si le Prince Poninski fera poursuivi seul & le premier ou avec ses complices, & les formes qu'on suivra contre eux. En dernière analyse ce Nonce

a été d'avis de mettre l'affaire *ad deliberandum*.
Après quoi il demanda qu'on fit la lecture
du mémoire remis à Mrs les Maréchaux par le
Prince Calixte Poninski, laquelle ayant été
faite, le mémoire fut mis en délibération ce
qui a terminé la séance.

Séance du Mardi 15.

Cette séance s'ouvrit par la lecture que fit
le Secrétaire de la Diète, du projet donné par
la Deputation chargée de l'examen des res-
sources de la ville de Varsovie pour sa répar-
tition des impôts.

Il a été réglé que cette Ville payeroit pro-
visoirement, en attendant qu'on en fasse l'ar-
pentage, 400. mille florins dont la répartition
se fera sur les cheminées. Cet objet qui a
occasionné plusieurs motions sur les privilèges
des villes, a été vivement discuté: mais com-
me il demande un mûr examen avant qu'on
puisse y donner des décisions positives, on l'a
remis à une autre séance.

Ensuite Mr. Leszczyński, conformément
à l'intention de la Chambre, a présenté la li-
ste des personnes impliquées dans l'affaire du
Prince Poninski & accusées par le Prince Ca-
lixte son frere. Cette liste contenoit les

noms de 65 personnes tant Ministres que Sénateurs & Nonces: mais les trois jours que la loi prescrit pour les affaires *ad deliberandum*, n'étant point encore expirés, Mr. le Maréchal de la Diète a dit à Mr. Leszczyński de remettre sa motion à un autre temps.

Séance du Jeudi 17.

Mr. le Maréchal de la Diète commença la séance en annonçant à la Chambre, que la Deputation chargée de travailler à la nouvelle Constitution du Gouvernement, après avoir exécuté avec empressement l'ordre des Illustres Etats, se propose de mettre sous leurs yeux le plan qu'elle a rédigé sur cet objet; & après la lecture qu'on en a faite, il a été mis en délibération. Nous croyons faire plaisir à nos Lecteurs d'en insérer la traduction dans nos feuilles.

*Principes pour l'amélioration de
la Constitution.*

Art. I. De l'obligation réelle où est la nation d'assurer & de conserver la liberté, la propriété & l'égalité individuelle des citoyens,

résultent les droits & les pouvoirs suivans, propres à la nation. 1. De faire les loix, & de ne se soumettre qu' à celles qu'elle aura statué. 2. De régler les titres de la monnoie, les impôts, les dépenses du Trésor public, d'en inspecter l'emploi & de s'en faire rendre compte. 3. De contracter avec les Puissances étrangères, de faire les traites de paix & d'alliance & de déclarer la guerre. 4. De surveiller le grand Conseil *Stras* & les autres pouvoirs exécutifs, qui doivent à la nation responsabilité de l'exercice de leur pouvoir. 5. Enfin d'élire les Rois, le grand conseil, les juges de la Diète & autres pouvoirs publics connus sous la dénomination de Commissions de la République.

Art: II. La nation confie ses droits & ses devoirs propres à elle, à ses nonces Députés à la Diète, & elle se rassemble à cet effet en Diétines anti-committiales, où les Citoyens, propriétaires fonciers & hypothécaires & leurs enfans ont droit de voter pour l'élection de leurs nonces ou Plenipotentiaires, & même pour les instructions en fait de Législation, en rendant les Nonces responsables de leur conduite aux Diétines de relation.

Art: III. Et pour que le pouvoir de la nation ainsi confié soit toujours en état de sur-

veiller & d'agir, dorénavant la Diète sera toujours prête dans l'intervalle de deux ans; c'est à dire qu'après la période des Diètes ordinaires écoulée, les nonces reviendront aux Diètes de relation rendre compte de leur gestion, où, d'après leur conduite, il pourront être changés ou confirmés avec le pouvoir suprême, dans tous les cas & besoins extraordinaires de la République; & des lors la Diète toujours prête pourra être & sera nécessairement convoquée. 1. Dans tous les cas urgens concernant le droit des gens. 2. Dans ceux d'une révolution interne dans la République ou dans son gouvernement par la Collision des pouvoirs publics. 3. Dans le danger évident d'une disette générale. 4. Dans celui de mort du Roi, ou de grave maladie. Dans les cas sus-mentionnés tous les arrêts de la Diète ne feront cependant jamais partie du Code des loix civiles, criminelles & politiques; mais ils obligeront à l'obéissance tant les différens Corps du Gouvernement, que tous les sujets de la République, comme édits émanés du pouvoir suprême de la Diète, & auront force d'obligation jusqu'à leur abrogation par les Diètes ordinaires.

Art: IV. La volonté de la nation dans l'exercice du pouvoir législatif sera doréna-

vant manifestée par l'uniformité ou la pluralité des instructions. L'unanimité sera requise pour les loix cardinales, les trois quarts d'instructions pour les loix politiques, les deux tiers pour les impôts, leur simple pluralité pour les loix civiles & criminelles.

Art: V. Dans la surveillance du grand Conseil, des Commissions de la République, dans leurs différentes élections, les membres de la Diète suivront les regles prescrites par la future Constitution. Mais quant à la conclusion des traités, alliances, declarations de guerre, la pluralité des trois quarts des membres de la Diète sera decisive.

Art: VI. La nation mettant dans la même balance la bonté des loix & leur exécution, indépendamment du pouvoir judiciaire des Tribunaux supérieurs, indépendamment des Commissions Palatinales, & des Commissions de la République, reconnoit le besoin d'une inspection & d'une exécution générale & uniforme, tant pour les affaires internes, qu'étrangères, & confie cette tutelle suprême dans les mains du Roi & de son Conseil *Straz* dont les personnes qui le composeront seront responsables à la Diète sans pouvoir y voter.

Art: VII. Les Magistratures, les pouvoirs exécutifs étant Sujets à responsabilité, ont

besoin non seulement d'être surveillés, mais même poursuivis en cas de prévarication. Les jugemens de la Diète, distincts du pouvoir législatif seront conservés. Ce Tribunal sera circonscrit dans ses bornes & fixé dans sa procédure.

Art: VIII. Après que sur ces bases la Constitution aura été fixée, il sera garanti, que les Diètes Confédérées n'auront & ne pourront plus avoir lieu, ne seront plus licites & qu'en cas d'une législation Confédérée, l'union & les loix de la Confédération ne seront jamais obligatoires.



M. M. les Abonnés sont priés de vouloir bien envoyer demain, mercredi, chez le Libraire où se distribue les Journaux, pour recevoir un Supplément que nous avons ajouté aux deux feuilles qui sont données aujourd'hui. Nous aurions désiré offrir à nos Lecteurs tout notre travail en même temps, mais il n'a pas été possible à L'imprimeur de répondre à notre empressement.

S U P P L E M E N T

A U

Nro: LVIII.

Séance du Vendredi 18.

Mr. le Maréchal Małachowski, dont le nom fera époque dans l'histoire par le zèle & l'empressement qu'il met à faire accorder aux Villes des privilèges, qui en donnant au Tiers-état un rang dans la société & une influence dans le gouvernement; lui devront une éternelle reconnoissance & lui mériteront à juste titre le nom si doux & si satisfaisant de Père du peuple. Mr. le Maréchal, dis-je, ayant ouvert la séance par la lecture d'un mémoire de la Ville de Cracovie, dans lequel cette ancienne Capitale de la Pologne expose ses doléances & réclame des droits & privilèges, qu'elle possédoit dans des temps déjà réculés: mais Mr. Stanislas Potocki, avec cet esprit de justice & d'équité qui dirigent toutes ses actions prit la parole, & s'opposa vivement

(1)

à ce que la lecture de ce mémoire fut continuée, alléguant pour raisons que dans un plan, où il s'agit de l'organisation générale de toutes les villes, on ne pouvoit s'occuper à traiter & à discuter l'intérêt particulier de la Ville de Cracovie, fans s'engager, à moins d'une injustice, à en faire autant pour toutes les Villes de la Pologne. La motion de ce nonce de Lublin étoit d'autant plus fondée, qu'elle s'appuyoit sur un acte de la Confédération, où tous les membres qui la composoient ont promis solennellement de n'entrer dans aucun détail particulier sur aucune matière. Mr. Stanislas Potocki a conclu de là, qu'on devoit s'occuper du mémoire général des Villes: & ensuite de l'envoyer à la Députation établie pour la forme & Constitution du Gouvernement, afin d'y être examiné.

Cette motion avoit occasioné beaucoup de débats; & malgré les rémarques judiciaises & la décision de Mr. Stanislas Potocki, Mr. Zaleski nonce de Troki proposa un moyen, qui permettoit de faire la lecture des deux mémoires en changeant sim-

plement leurs titres, son avis fut adopté & on lut en effet ce mémoire de la Ville de Cracovie; le Secrétaire de la Diète fit ensuite la lecture de celui des Villes; surquoi Mr. Chreptowicz, en qualité de Vice-Chancelier de Lithuanie & de Citoyen zélé, fit ses remarques & prouva la nécessité d'apporter les plus prompts secours à l'état d'inertie, & de décadence où se trouvent la plus part des Villes de la Pologne, en donnant pour raisons, que l'agriculture, le commerce, la richesse & conséquemment la puissance du pays en dépendent. Il opina ensuite pour que les demandes des Villes fussent divisées en deux espèces, l'une relative à la municipalité & l'autre à la politique, celle-ci dépendante de la Députation de la forme du Gouvernement, la première des Chancelleries. Cet avis rencontra des oppositions. Quelques uns jugèrent à propos, que les mémoires des Villes fussent discutés par la Députation établie pour la forme du Gouvernement; surquoi Mr. Kossowski Vice-Trésorier représenta, que cette Députation ayant déjà entrepris un long travail, il ne lui étoit pas possible

de se charger de nouvelles affaires, & qu'il falloit nommer une Députation, a part, pour cet objet.

Après beaucoup de discussions le projet du Prince Czartoryski, à quelques modifications près, fut unanimement adopté; & S. M. nomma pour la Députation relative aux demandes des Villes; savoir: du Sénat; L'Evêque de Pologne, Mrs. les Castellans Ozarowski, de Woynic, Felkierzamb, de Witebsk. Et Mrs. les Maréchaux ont nommé; celui de la Couronne: Mr. Kicki Staroste de Krasnystaw, Mr. Stanislas Potocki, Mr. Mikorski Nonce de Kalisz, & Mr. Zboński Nonce de Dobrzyń. Le Maréchal de Lithuanie a nommé: Mr. Brzostowski Nonce de Troki, & Mr. Guttakowski Nonce d'Orszań. On ne peut trop applaudir au choix que S. M. ainsi que Mrs. les Maréchaux ont fait de personnes aussi recommandables par leur sagacité dans les affaires, que par leur zèle patriotique & leur désintéressement personnel.

Des nouvelles authentiques de Constantinople annoncent que le grand Seigneur doit partir le 1. mars de cette Capitale, pour se rendre à Andrinople, afin

afin d'être plus à portée de son armée à la tête de laquelle il se propose de se mettre, pour la commander en personne. Sa hauteſſe a donné en conſéquence aux Pachas d'Asie, les ordres les plus précis de faire réjoindre leurs troupes de nouvelle levée pour les préparer à la campagne prochaine. Elle a fait, en même temps, informé les Miniſtres étrangers de ſon projet.

Avis du rédacteur du Journal.

L'intérêt & l'encouragement qu'ont donné à nos feuilles les Perſonnes les plus diſtinguées, nous ont engagé à faire tous nos efforts pour mériter l'eſtime & le ſuffrage du public. Nous aurions pleinement rempli ce but, ſi les bornes que nous avons miſes à notre travail dans ſon origine, & les obſtacles attachés à tous les nouveaux établiſſemens, n'euffent quelquefois contrariés notre zèle. Nous oſons toutefois, aſſurer nos Abonnés, que l'impartialité & la vérité ſeront toujours comme par le paſſé les baſes de notre travail; & nous nous empreſſons à annoncer que pour le rendre plus intéreſſant, nous nous ſommes procurés dans l'étranger des corréſpondants fideles & exactes, ce qui à l'avenir, nous fournira les moyens d'inſérer dans notre journal les faits les plus intéreſſants qui ſe paſſeront

en Europe. Nous mettrons d'autant plus d'activité dans ce travail, que le nombre des Abonnés continuant à s'accroître, nous espérons donner par la suite 2, numéros par semaine, nos feuilles par là acquièreront l'avantage de procurer un narré plus prompt & exacte, des choses qui se passeront à la Diète, qui devient plus intéressante par l'esprit de patriotisme qui y fait tous les jours de nouveaux progrès.

Comme tous les abonnemens de cette année finissent au dernier de décembre, nous avons l'honneur de prévenir nos Abonnés que s'ils desirent de continuer à recevoir nos feuilles, ils sont priés de vouloir bien faire renouveler leur abonnement chez Mr. Trattner, Libraire rue des Sénateurs vis-à-vis le Palais de S A le Prince Primat, qui est chargé de la distribution de nos journaux.

Le prix de l'abonnement pour l'année entière à commencer du 1 Janvier 1790. est de 36. florins pour Varsovie.